

La Tchéquie euroseptique prend les rênes de l'UE

Prague préside l'Union pour six mois, alors que celle-ci affronte sa plus grave crise sécuritaire depuis 1945.

ANNE ROVAN  @AnneRovan
ENVOYÉE SPÉCIALE À PRAGUE

EUROPE Autre pays, autre style. La République tchèque a pris le 1^{er} juillet la barre de l'UE, pour la deuxième fois depuis son entrée dans l'UE, en 2004. Et, à entendre beaucoup d'experts et de diplomates, cette présidence tournante sera fort différente de celle de la France. Bien plus modeste sur la forme. Mais au moins aussi exigeante et dense alors que l'Europe affronte sa plus grave crise sécuritaire depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le slogan choisi reprend d'ailleurs un discours prononcé par Václav Havel à Asis-la-Chapelle en 1996 : « L'Europe comme une tâche : repenser, reconstruire, redynamiser ». Dans ce texte, cette figure emblématique de la « révolution de velours » devenu président de la République tchèque appelait l'Europe à « retrouver sa conscience et son sens de la responsabilité au sein le plus profond du terme ».

Les dossiers dont l'héritier le premier ministre conservateur Petr Fiala et son jeune attelage gouvernemental - cinq partis sont aux commandes du pays depuis sept mois seulement - sont particulièrement lourds. À commencer par la pénurie en énergie qui menace l'Union d'ici l'hiver prochain, car la Russie diminue ses livraisons en gaz et que l'UE souhaite, de toute façon, réduire sa dépendance vis-à-vis de ce pays.

Objectif des prochains mois sera de remplir les stockages à marche forcée. La République tchèque, qui elle-même dépend à 97% du gaz russe, pourrait jouer la montre sur certains votes de « Fit for 55 », cet énorme paquet de textes destinés à réduire de 55% les émissions de CO₂ à l'horizon 2030 par rapport à leur niveau de 1990.

« Nous voulons soulever activement la question de la sécurité, non seulement en termes de partenariat au sein de l'Otan mais aussi dans le renforcement des capacités de défense européenne »

PETR FIALA, PREMIER MINISTRE TCHÈQUE

Le pays est en effet très conservateur en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Or, la transition verte à condition qu'elle ne pénalise pas trop les entreprises et les citoyens. Autre sujet crucial c'est l'en est : la poursuite du soutien à l'Ukraine sur l'aide financière, l'accueil des réfugiés, la fourniture d'armes et de la préparation de la reconstruction. Pour Fiala, ce soutien est « vital » pour l'UE.

Mais la République tchèque, qui a accueilli 380 000 réfugiés, soit 3,5% de la population, redoute de voir apparaître une fatigue au sein des États membres du fait de la dégradation rapide de la situation économique et de la perspective d'un conflit appelé à durer. « On peut s'attendre à ce que le gouvernement tchèque résiste autant que possible à la lassitude de la guerre et aux futurs appels à imposer de l'extérieur une sorte de règlement », affirme Ziga Faktor, chef

du bureau bruxellois du think-tank Européen.

Muscler l'Europe de la défense et l'amer face aux cyberattaques sont aussi une priorité des très attachés tchèques. « Nous voulons soulever activement la question de la sécurité, non seulement en termes de partenariat au sein de l'Otan mais aussi dans le renforcement des capacités de défense européenne », souligne Petr Fiala.

Dans un autre registre non moins indispensable, la présidence entend renforcer la résilience des économies de l'UE, percutée coup sur coup par le Covid et par l'invasion russe, notamment en relançant les accords de libre-échange. Un domaine dans lequel la France n'a pas investi au premier semestre en raison des élections nationales.

Le premier grand rendez-vous politique de cette présidence est prévu début octobre, lorsque les



Vingt-Sept se retrouveront à Prague pour un sommet informel. Au menu notamment, la première réunion de la communauté politique européenne proposée par Emmanuel Macron. Ce n'est pas gagné pour le président. « Il n'a, analyse Ziga Faktor, un certain scepticisme

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et Petr Fiala, premier ministre tchèque, le 1^{er} juillet à Lány (République tchèque).

quant à savoir si Macron veut vraiment renforcer la politique d'étranglement ou plutôt la remplacer. Cette présidence sera d'autant plus difficile à piloter que la population tchèque n'a pas vraiment la fibre européenne. « Le gouvernement ne pourra pas prendre de ris-

ques. Il y aura au mieux de l'indifférence au pire de la méfiance au sein de la population », explique Lukáš Macek, chercheur associé à l'Institut Jacques Delors. Selon une étude publiée par l'agence Steem début 2020, seulement un tiers des Tchèques considère que c'est une bonne chose d'être dans l'UE. Ils placent à la dernière place dans le classement des citoyens européens et très loin derrière leurs voisins polonais (68%), hongrois (61%) et slovaques (51%).

Dans cette même enquête, moins de la moitié des sondés (47%) affirment qu'ils voteront en faveur d'une adhésion à l'UE si un référendum était organisé. Pour mémoire, 77% s'étaient rangés du côté du oui lors du référendum de 2003.

Le narratif populiste entendu ces dernières années - celui du président Miloš Zeman et de l'ex-premier ministre Andrej Babiš - a bien évidemment pesé dans un pays qui fut gouverné par Vienne, puis placé sous le joug de Moscou. « Il y a en République tchèque un eurosepticisme historique à droite, qui est aussi à la traduction partielle du tchatchisme dans les années 1990 », complète Ondřej Díttrich, directeur de l'Institut des relations internationales de Prague.

Vendredi soir, à l'occasion du concert donné au Rudolfinum, à Prague, pour marquer le début d'envol de cette présidence, Petr Fiala a souligné que la place de la République tchèque est dans l'UE et qu'il n'est pas question de cette présidence est cruciale pour le pays. « Nous sommes un État européen de taille moyenne, au sein de la communauté européenne, nous aurons une voix et un respect tels que nous pourrions nous affirmer et affirmer que la réussite de cette présidence est cruciale pour le pays. « Nous sommes un État européen de taille moyenne, au sein de la communauté européenne, nous aurons une voix et un respect tels que nous pourrions nous affirmer et affirmer que la réussite de cette présidence est cruciale pour le pays. »

Le groupe de Visegrad se fissure sur la guerre en Ukraine

La Hongrie a soutenu toutes les conclusions et toutes les déclarations au niveau européen. Et c'est aussi le résultat de la discussion au sein de Visegrad

PETR FIALA, PREMIER MINISTRE TCHÈQUE

« Nous voulons soulever activement la question de la sécurité, non seulement en termes de partenariat au sein de l'Otan mais aussi dans le renforcement des capacités de défense européenne »

PETR FIALA, PREMIER MINISTRE TCHÈQUE

Le pays est en effet très conservateur en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Or, la transition verte à condition qu'elle ne pénalise pas trop les entreprises et les citoyens. Autre sujet crucial c'est l'en est : la poursuite du soutien à l'Ukraine sur l'aide financière, l'accueil des réfugiés, la fourniture d'armes et de la préparation de la reconstruction. Pour Fiala, ce soutien est « vital » pour l'UE.

Mais la République tchèque, qui a accueilli 380 000 réfugiés, soit 3,5% de la population, redoute de voir apparaître une fatigue au sein des États membres du fait de la dégradation rapide de la situation économique et de la perspective d'un conflit appelé à durer. « On peut s'attendre à ce que le gouvernement tchèque résiste autant que possible à la lassitude de la guerre et aux futurs appels à imposer de l'extérieur une sorte de règlement », affirme Ziga Faktor, chef

S'IL est un sujet sur lequel le premier ministre tchèque, Petr Fiala, multiplie les contorsions, c'est bien celui de Visegrad. Son pays en est membre avec la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie. « J'apprécie les résultats du passé, mais il faut dire que nous avons maintenant des différences. Il faut voir non seulement les différences mais aussi les résultats. La Hongrie a soutenu toutes les conclusions et toutes les déclarations au niveau européen. Et c'est aussi le résultat de la discussion au sein de Visegrad », confiait-il jeudi soir aux journalistes de la presse européenne.

Quand est donc prévue la prochaine rencontre ? « Je ne sais pas. La Hongrie lui vient de prendre la présidence du club, NDLR travaille sur le calendrier », répondait-il un brin lapidaire.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, ce petit club de l'UE, qui a fêté ses 30 ans en 2021, connaît bien des turbulences. Voilà des mois que les « V4 » (les 4 pays membres de Visegrad, la Tchéquie, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie) ne se sont pas réunis. La dernière rencontre programmée fin mars, un mois après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, avait été annulée. Elle devait réunir en Hongrie et durer deux jours les ministres de

la Défense des quatre pays membres. Mais le Pologne a fait savoir qu'il ne viendrait pas, puis la Tchéquie. En cause, le veto de Budapest sur les sanctions touchant aux énergies russes, sur lequel le Hongrois Viktor Orban a finalement fléchi au prix de concessions importantes de la part des Européens. « J'ai toujours soutenu le groupe de Visegrad et je suis vraiment désolé que du côté russe bon marché soit maintenant plus important pour les politiciens hongrois que le sang ukrainien », avait alors tweeté, Jana Černochová, la ministre tchèque de la Défense.

S'ils font front commun sur les relocations de migrants depuis la crise de 2015 - Fiala lui-même avait défendu la décision hongroise controversée de construire une clôture à la frontière avec la Serbie en 2015 -, s'ils sont tous très conservateurs au plan des valeurs, les pays du V4 ont pour autant jamais formé un groupe totalement homogène. « La plupart du temps, les Tchèques étaient plus proches de la Slovaquie, tandis que les Hongrois avaient plus en commun avec la Pologne. C'est pour cela que l'on a souvent appelé le groupe « V2-2 » ou même parfois « V2-1-1 » », indique Ziga Faktor, à la tête du bureau bruxellois du think-tank Européen.

Notamment depuis que Viktor Orban a voulu faire de Visegrad un instrument au service d'un affrontement idéologique avec l'UE. La Slovaquie n'a pas suivi. Bratislava s'emploie ainsi depuis plusieurs années à adoucir systématiquement les conclusions des réunions du club.

Avec la guerre en Ukraine et la position à tenir vis-à-vis de la Russie deux ventres s'ajoutent d'autres fissures très profondes. « Ils le paieront ! », a menacé à plusieurs reprises le représentant permanent de la Pologne auprès de l'UE qui ne décolère pas contre la Hongrie. « Il y avait un pacte entre la Pologne et la Hongrie sur l'État de droit et il s'est effiloché. Orban n'a plus son magistère idéologique », estime un diplomate européen, parlant d'une « fracture » entre les deux pays. En réalité, la position d'Orban sur la Russie et sur l'Ukraine a aussi eu pour effet de resserrer les relations entre la République tchèque et la Pologne - notamment après la résolution du conflit ministériel de l'automne 2021. L'homme fort de Budapest a perdu un de ses alliés fidèles, l'ex-premier ministre tchèque Andrej Babiš, défait en

raison de scandales financiers et de conflits d'intérêts sur des fonds de l'UE versés à ses propres entreprises. « Ils sont l'un comme les autres businessmen populistes. Et le nouveau premier ministre, Petr Fiala, ne vient pas du tout du monde de l'entreprise et n'a rien à voir avec ça », raconte un ministre tchèque. « Babiš voulait devenir l'Orban tchèque. Et c'est pour ça qu'il reste au pouvoir que nous avons accepté de s'écarter de la coalition de droite », confie Ivan Bartoš, le ministre tchèque chargé du Développement régional et chef de file du Parti pirate tchèque. « Il est inacceptable qu'Orban soit venu en République tchèque une semaine avant les élections pour soutenir Babiš », ajoute encore ce dernier, à propos de cette visite très médiatisée qui avait fait couler beaucoup d'encre à l'époque.

« Il y avait un pacte entre la Pologne et la Hongrie sur l'État de droit et il s'est effiloché. Orban n'a plus son magistère idéologique »

UN DIPLOMATE EUROPÉEN

Dans la nouvelle coalition tchèque, tous ne sont pas aussi remontés contre Orban. Au sein d'ODS - le parti de Fiala -, « il y a des allégeances politiques historiques et des sympathies vis-à-vis de la résistance d'Orban au progressisme de l'UE », note Ondřej Díttrich.

Autant dire que la position de Petr Fiala ne sera pas simple alors qu'une des priorités affichées par la présidence tchèque est de « soutenir la résilience des institutions démocratiques » dans l'Union. « La prospérité et la stabilité à long terme de l'Europe reposent sur des mécanismes démocratiques fonctionnels. Nos sociétés sont constamment attaquées par ceux qui n'apprécient pas nos valeurs, qui détestent la liberté et la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. Nous devons nous unir pour défendre ces valeurs », a-t-il expliqué mercredi dernier aux eurodéputés.

Ce dernier risque d'avoir fort à faire avec Budapest qui multiplie les vetos alors que son plan de relance - et l'argent qui a été promis - est toujours bloqué à la Commission. La manière dont la présidence gèrera les dossiers très sensibles touchant à l'État de droit en Pologne et en Hongrie seront des tests cruciaux pour la crédibilité de Prague.

A.R. (PRAGUE)



Les premiers ministres slovaque, Eduard Heger (1^{er} en haut), hongrois, Viktor Orban (2^e en haut), tchèque, Petr Fiala (en bas), polonais, Mateusz Morawiecki (2^e en bas), lors de la réunion du groupe de Visegrad, le 24 février à Bruxelles.